

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERTINAGRO

1935, Route de la Gare
40290 Misson

Références : DREAL/2026D/1628
Code AIOT : 0005201696

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement FERTINAGRO implanté 1935, Route de la Gare 40290 Misson. L'inspection a été annoncée le 04/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERTINAGRO

- 1935, Route de la Gare 40290 Misson
- Code AIOT : 0005201696
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FERTINAGRO exploite sur la commune de MISSION une usine destinée à la production de superphosphates et d'engrais composés divers.

L'établissement comporte 3 pôles d'activité :

- les pulvérulents
- la fabrication de superphosphates par action des acides sur les phosphates
- la granulation : fabrication dans un tambour de plusieurs catégories d'engrais composés par incorporation des divers composants (azote, phosphate, potasse et substrat)

L'établissement est classé IED au titre de la rubrique 3430 (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium), il n'est pas classé Seveso.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Demande d'action corrective	6 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	réentions		
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté un état des stocks des produits dangereux présents sur le site, accompagné des fiches de données de sécurité correspondantes. L'ensemble des opérateurs du site est équipé d'EPI. Toutefois, il devra s'assurer que tous les produits susceptibles de présenter un risque de pollution de l'environnement soient stockés sur des dispositifs de rétention adaptés à leur volume.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p><u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés pour la fabrication ou des produits fabriqués sur le site ou par le groupe est disponible en version informatique. L'inspection a procédé, par sondage, à l'examen des FDS de trois produits présents sur le site : EFISOIL, l'acide sulfurique 98 % et l'acide sulfurique 85 %. Ces FDS sont rédigées en français et ont été mises à jour respectivement en 2025, 2025 et 2018.</p> <p>L'inspection constate par ailleurs la présence de plusieurs FDS dont la dernière révision est antérieure à 2020. Or, le règlement n° 2020/878 du 18 juin 2020 modifie et remplace l'annexe II du règlement REACH relative aux exigences concernant l'établissement des fiches de données de sécurité. Les FDS non conformes à ce nouveau format pouvaient toutefois continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous six mois, l'exploitant s'assure de disposer, pour chaque produit présentant des mentions de danger sur le site, d'une fiche de données de sécurité conforme aux exigences du règlement européen n° 2020/878 du 18 juin 2020.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Tout agent amené à manipuler des produits a accès au serveur ainsi qu'au tableau comportant les liens vers les fiches de données de sécurité (FDS).</p> <p>Pour les produits couramment utilisés, un récapitulatif sous forme de fiches simplifiées est également disponible. Ces fiches rappellent notamment les mentions de danger et les EPI obligatoires à porter sur l'ensemble du site, quelle que soit la manipulation ou le produit chimique concerné.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

<p>Constats :</p> <p>L'acide sulfurique à 98 % et à 85 % est stocké dans des cuves aériennes, disposées au sein de rétentions dédiées.</p> <p>L'EFISOIL, produit fabriqué dans une autre usine du groupe et stocké sur le site de Misson dans l'attente de son expédition chez le client, est conditionné sur des palettes comprenant 50 bidons de 10 litres chacun. Ces palettes sont entreposées dans un hangar de stockage des produits finis, sans rétention associée.</p> <p>Lors de l'inspection, la présence de nombreux produits liquides stockés dans ce hangar, sans dispositif de rétention associé, a également été constatée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous six mois, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour placer l'ensemble des produits liquides présents sur le site, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (matières premières, produits finis ou en transit avant expédition chez le client), sur des dispositifs de rétention correctement dimensionnés, afin de prévenir tout risque de contamination de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, aucun produit incompatible n'a été constaté dans une même rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

L'état des stocks peut être édité via le logiciel Gestcom. Chaque produit fabriqué étant associé à une formulation spécifique, les quantités de matières sont mises à jour en fonction de leur consommation lors de la fabrication.

Cet état des stocks est suivi par la direction administrative et financière, qui le tient à disposition. La mise à jour est réalisée quotidiennement.

Type de suites proposées : Sans suite